

20 mai 2019

(19-1941)

Page: 1/20

Organe de règlement des différends  
25 février 2019

Original: anglais

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

TENUE AU CENTRE WILLIAM RAPPARD  
LE 25 FÉVRIER 2019

*Présidente: Mme Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande)*

### Table des matières

<b>1 SURVEILLANCE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD .....</b>	<b>2</b>
A. États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.192) .....	3
B. États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/24/Add.167) .....	3
C. Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques: Rapport de situation de l'Union européenne (WT/DS291/37/Add.130) .....	4
D. États-Unis – Mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS464/17/Add.14) .....	6
E. États-Unis – Certaines méthodes et leur application aux procédures antidumping visant la Chine: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS471/17/Add.6) .....	6
F. Indonésie – Mesures concernant l'importation de viande de poulet et de produits à base de poulet: Rapport de situation de l'Indonésie (WT/DS484/18/Add.5) .....	7
G. États-Unis – Mesures antidumping visant certains produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance de Corée: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS488/12/Add.5) .....	8
H. Indonésie – Importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale: Rapport de situation de l'Indonésie (WT/DS477/21/Add.1 – WT/DS478/22/Add.1) .....	8
<b>2 ÉTATS-UNIS – LOI DE 2000 SUR LA COMPENSATION POUR CONTINUATION DU DUMPING ET MAINTIEN DE LA SUBVENTION: MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD .....</b>	<b>10</b>
A. Déclaration de l'Union européenne .....	10
<b>3 COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET CERTAINS ÉTATS MEMBRES – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES AÉRONEFS CIVILS GROS PORTEURS: MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD .....</b>	<b>11</b>
A. Déclaration des États-Unis .....	11

#### **4 TURQUIE – DROITS ADDITIONNELS SUR LES IMPORTATIONS DE MACHINES ET APPAREILS POUR LE CONDITIONNEMENT DE L'AIR EN PROVENANCE DE THAÏLANDE ..... 12**

A. Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande (WT/DS573/2)..... 12

#### **5 DÉSIGNATION DES MEMBRES DE L'ORGANE D'APPEL: PROPOSITION PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE; L'Australie; LE BÉNIN; LE BRÉSIL; LE CANADA; LE CHILI; LA CHINE; LA COLOMBIE; LA CORÉE; LE COSTA RICA; CUBA; L'ÉGYPTE; EL SALVADOR; L'ÉQUATEUR; L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE; L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE; LA FÉDÉRATION DE RUSSIE; LE GUATEMALA; LE HONDURAS; HONG KONG, CHINE; L'INDE; L'INDONÉSIE; L'ISLANDE; ISRAËL; LE KAZAKHSTAN; LE LIECHTENSTEIN; LE MEXIQUE; LE NICARAGUA; LA NORVÈGE; LA NOUVELLE-ZÉLANDE; LE PAKISTAN; LE PANAMA; LE PARAGUAY; LE PÉROU; LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA; LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE; SINGAPOUR; LA SUISSE; LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU; LA TURQUIE; L'UKRAINE; L'UNION EUROPÉENNE; L'URUGUAY; ET LE VIET NAM (WT/DSB/W/609/REV.8) ..... 13**

### **1 SURVEILLANCE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD**

A. États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.192)

B. États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/24/Add.167)

C. Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques: Rapport de situation de l'Union européenne (WT/DS291/37/Add.130)

D. États-Unis – Mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS464/17/Add.14)

E. États-Unis – Certaines méthodes et leur application aux procédures antidumping visant la Chine: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS471/17/Add.6)

F. Indonésie – Mesures concernant l'importation de viande de poulet et de produits à base de poulet: Rapport de situation de l'Indonésie (WT/DS484/18/Add.5)

G. États-Unis – Mesures antidumping visant certains produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance de Corée: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS488/12/Add.5)

H. Indonésie – Importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale: Rapport de situation de l'Indonésie (WT/DS477/21/Add.1 – WT/DS478/22/Add.1)

1.1. La Présidente a noté qu'il y avait huit sous-points au titre de ce point de l'ordre du jour concernant des rapports de situation présentés par des délégations en vertu de l'article 21:6 du Mémorandum d'accord. Elle a rappelé que l'article 21:6 du Mémorandum d'accord prescrivait ce qui suit: "[à] moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable ... aura été fixé et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue". Au titre de ce point de l'ordre du jour, elle a invité les délégations à fournir des renseignements actualisés sur leurs efforts de mise en conformité. Elle a également rappelé aux délégations que, comme le prévoyait la règle 27 du Règlement intérieur des réunions de l'ORD, "[l]es représentants devraient tout faire pour éviter la répétition d'un débat approfondi à chaque réunion sur une question dont il [avait] déjà été longuement débattu et au sujet de laquelle il appar[aisait] que les positions des Membres déjà consignées n'[avaient] pas changé". Elle est ensuite passée au premier rapport de situation présenté au titre de ce point de l'ordre du jour.

---

**A. États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.192)**

1.2. La Présidente a appelé l'attention sur le document WT/DS184/15/Add.192, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures antidumping appliquées par les États-Unis à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.

1.3. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 14 février 2019, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Les États-Unis avaient donné suite aux recommandations et décisions de l'ORD relatives au calcul des marges de dumping dans l'enquête en matière de droits antidumping concernant les produits en acier laminés à chaud en cause. S'agissant des recommandations et décisions de l'ORD auxquelles il n'avait pas encore été donné suite, l'Administration des États-Unis œuvrerait avec le Congrès des États-Unis à l'élaboration des mesures législatives appropriées qui permettraient de résoudre cette question.

1.4. Le représentant du Japon a dit que son pays souhaitait remercier les États-Unis pour leur dernier rapport de situation et la déclaration qu'ils avaient faite à la réunion en cours. Le Japon exhortait de nouveau les États-Unis à mettre pleinement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD afin de régler cette question.

1.5. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

**B. États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/24/Add.167)**

1.6. La Présidente a appelé l'attention sur le document WT/DS160/24/Add.167, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant l'article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur des États-Unis.

1.7. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 14 février 2019, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. L'Administration des États-Unis continuerait de s'entretenir avec l'Union européenne et de collaborer étroitement avec le Congrès des États-Unis afin d'arriver à une solution mutuellement convenue pour régler cette question.

1.8. Le représentant de l'Union européenne a dit que sa délégation souhaitait remercier les États-Unis pour leur rapport de situation et la déclaration qu'ils avaient faite à la réunion en cours. L'UE renvoyait aux déclarations qu'elle avait faites aux réunions précédentes de l'ORD au titre de ce point de l'ordre du jour. Elle a dit qu'elle souhaitait régler cette affaire le plus tôt possible.

1.9. Le représentant de la Chine a dit que son pays prenait note du fait que les États-Unis avaient présenté leur 168<sup>ème</sup> rapport de situation dans ce différend. Le dernier rapport de situation en date, comme ceux qui avaient été présentés avant les réunions précédentes de l'ORD, n'était pas différent du tout premier rapport présenté dans ce différend 14 ans plutôt. Près de deux décennies après que l'ORD avait adopté le rapport de l'Organe d'appel sur ce différend et sans autre mise en œuvre, les États-Unis avaient continuellement manqué à leur obligation d'accorder le niveau minimal de protection exigé par l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. Conformément à l'article 21:1 du Mémoire d'accord, "[p]our que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres, il [était] indispensable de donner suite dans les moindres délais aux recommandations ou décisions de l'ORD". Par conséquent, la Chine exhortait les États-Unis à respecter fidèlement leurs engagements au titre du Mémoire d'accord et de l'Accord sur les ADPIC en mettant en œuvre sans plus tarder les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend.

1.10. Le représentant des États-Unis a dit que, comme son pays l'avait observé lors de réunions précédentes de l'ORD, en intervenant au titre de ce point, la Chine essayait de donner l'impression de se préoccuper des droits de propriété intellectuelle. Or elle avait engagé une politique industrielle qui avait entraîné le transfert et le vol de propriété intellectuelle et de technologies au détriment des États-Unis et de ses travailleurs et entreprises. En revanche, la protection que les États-Unis

assuraient en matière de propriété intellectuelle sur leur propre territoire égalait ou surpassait celle qui était offerte par n'importe quel autre Membre. En effet, aucune des pratiques préjudiciables de la Chine en matière de transfert de technologies que les États-Unis avaient évoquées lors de récentes réunions de l'ORD n'étaient des pratiques auxquelles les entreprises ou les innovateurs chinois se trouvaient confrontés aux États-Unis.

1.11. Le représentant de la Chine a dit que les États-Unis avaient essayé de détourner les discussions vers d'autres questions sans pertinence. La diversion n'était toutefois pas la solution. La question au titre de ce point de l'ordre du jour était de savoir si les États-Unis avaient pleinement mis en œuvre la recommandation et les décisions de l'ORD dans ce différend. La réponse était manifestement négative. Dans la déclaration qu'ils avaient faite au titre de ce point de l'ordre du jour, les États-Unis avaient semblé suggérer qu'ils faisaient autorité en matière de protection des droits de propriété intellectuelle. Toutefois, compte tenu du simple fait qu'ils repoussaient délibérément leur mise en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend depuis plus de 14 ans, et qu'ils étaient le seul Membre à ne pas avoir mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD au titre de l'Accord sur les ADPIC, leur suggestion était clairement erronée en l'absence de points de repère juridiques valables. S'agissant de leur allégations concernant les questions de protection de la propriété intellectuelle en Chine, celle-ci renvoyait aux déclarations qu'elle avait faites dans le cadre de diverses enceintes, y compris celle qu'elle avait faite à la réunion de l'ORD du 28 mai 2018. Le pays de l'intervenant prenait au sérieux les engagements qu'il avait pris dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. La Chine se disait favorable à des discussions de bonne foi avec les autres Membres au sujet de n'importe quelle question de propriété intellectuelle et était toujours prête à y participer. Au titre de ce point de l'ordre du jour, elle a encore une fois exhorté les États-Unis à respecter fidèlement leurs engagements au titre du Mémoire d'accord et de l'Accord sur les ADPIC en mettant pleinement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend sans plus tarder. De plus, elle a invité les États-Unis à envisager d'inclure dans leur rapport de situation suivant les raisons spécifiques pour lesquelles ils n'étaient pas en mesure de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend depuis tout ce temps.

1.12. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

### **C. Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques: Rapport de situation de l'Union européenne (WT/DS291/37/Add.130)**

1.13. La Présidente a appelé l'attention sur le document WT/DS291/37/Add.130, qui contenait le rapport de situation de l'Union européenne sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques.

1.14. Le représentant de l'Union européenne a dit que sa délégation continuait de progresser en ce qui concernait les autorisations, l'Autorité européenne de sécurité des aliments ayant finalisé son avis scientifique et conclu qu'il n'y avait aucune préoccupation quant à la sécurité. Le 14 janvier 2019, quatre projets d'autorisation avaient été soumis au vote du Comité d'appel, qui n'avait abouti à "aucun avis". Une autorisation visait le renouvellement d'un type de colza oléagineux génétiquement modifié, deux autorisations visaient une nouvelle variété de semences de maïs génétiquement modifié et une autorisation visait un type de graines de coton génétiquement modifiées. Il appartenait maintenant à la Commission européenne de se prononcer sur ces autorisations. Également le 14 janvier 2019, trois projets d'autorisation visant une nouvelle variété de semences de maïs génétiquement modifié avaient été soumis au vote des États membres dans le cadre du Comité, qui n'avait abouti à "aucun avis". Ces mesures seraient ensuite soumises au vote du Comité d'appel le 22 février 2019. L'UE se disait toujours résolue à agir d'une manière conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC. De façon plus générale et comme elle l'avait déclaré à maintes reprises lors de réunions précédentes de l'ORD, elle a tenu à rappeler que son système d'approbation n'était pas visé par les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend.

1.15. Le représentant des États-Unis a dit que son pays remerciait l'Union européenne (UE) pour son rapport de situation et la déclaration qu'elle avait faite à la réunion en cours. Les États-Unis demeuraient préoccupés par les mesures de l'UE affectant l'approbation des produits biotechnologiques. Les retards persistaient et affectaient des dizaines de demandes qui étaient en

attente d'approbation depuis des mois ou des années ou qui avaient déjà été approuvées. En outre, même lorsque l'UE approuvait enfin un produit biotechnologique, des États membres continuaient d'imposer des interdictions sur le produit censément approuvé. Comme les États-Unis l'avaient souligné à de réunions précédentes de l'ORD, l'UE maintenait une législation, sous la forme de la modification de la Directive 2001/18 de l'UE par la Directive 2015/413, qui permettait à ses États membres, dans les faits, de restreindre ou d'interdire la culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM), même si l'Autorité européenne de sécurité des aliments ("EFSA") avait conclu que le produit était sûr. Cette législation permettait aux États membres de l'UE de restreindre pour des raisons non scientifiques certaines utilisations de produits biotechnologiques autorisés par l'UE sur leur territoire, en exigeant que les autorisations de culture dans l'UE soient ajustées de manière à exclure des parties du territoire d'un État membre de l'UE de la culture. Au moins 17 États membres, ainsi que certaines régions à l'intérieur d'États membres de l'UE, avaient présenté de telles demandes. Les États-Unis ont de nouveau mis l'accent sur une déclaration publique faite le 13 novembre 2018 par le groupe des conseillers scientifiques principaux de l'UE en réponse à l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) le 25 juillet 2018, qui examinait les formes de mutagenèse admissibles à l'exemption prévue dans la Directive 2001/18/CE de l'UE. Cette directive avait été une question centrale le différend ayant donné lieu à ces procédures engagées à l'OMC et concernait la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement. Les États-Unis contestaient la déclaration faite par l'UE aux réunions précédentes de l'ORD, selon laquelle cet arrêt de la CJUE n'avait pas de lien avec les OGM précédemment autorisés. Cette déclaration avait été contredite par celle du groupe des conseillers scientifiques principaux de l'UE, qui avait reconnu que "le contenu de l'arrêt de la Cour montr[ait] clairement qu'en raison des nouvelles connaissances scientifiques et des récents progrès techniques, la directive OGM [était] désormais inadaptée". Cette déclaration évoquait l'absence de justification scientifique pour le cadre réglementaire institué par la Directive 2001/18/CE. En outre, elle soulignait que les connaissances scientifiques actuelles remettaient en question la définition des "OGM" figurant dans la Directive et que la mutagenèse, tout comme la transgénèse, se produisait de manière naturelle. Les États-Unis exhortaient l'UE à agir d'une manière qui lui permettrait de mettre en conformité les mesures en cause dans ce différend. Ils ont également exhorté l'UE à faire en sorte que toutes ses mesures affectant l'approbation des produits biotechnologiques, y compris les mesures adoptées par ses différents États membres, soient fondées sur des principes scientifiques, et que les décisions soient prises sans retard indu.

1.16. Le représentant de l'Union européenne a dit que, en réponse à la déclaration des États-Unis, l'UE souhaitait préciser qu'aucun de ses États membres n'avait imposé d'interdiction à ce jour. De plus, selon les termes de la Directive permettant de "choisir de ne pas souscrire", un État membre de l'UE ne pouvait adopter des mesures visant à restreindre ou à interdire une culture que si ces mesures étaient conformes au droit de l'UE, motivées, proportionnées, non discriminatoires et fondées sur des motifs sérieux. La délégation de l'intervenant a tenu à rappeler que cette directive n'était pas visée par les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. Dans leur déclaration à la réunion en cours, les États-Unis ont également fait référence à un jugement de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), qui avait été rendu en juillet 2018. Ce jugement a apporté d'importantes précisions sur le champ d'application de la législation relative aux organismes génétiquement modifiés (OGM), en relation avec les organismes obtenus grâce aux techniques de mutagenèse. La CJUE avait décidé que les organismes obtenus au moyen de nouvelles techniques et méthodes de mutagenèse, qui étaient apparues ou qui avaient été développées principalement après l'adoption de la Directive 2001/18, entraient dans le champ d'application de celle-ci. Le jugement de la CJUE n'avait pas étendu le champ d'application de la législation. Il avait précisé comment il convenait de l'interpréter. La Commission européenne œuvrait actuellement, en collaboration avec les États membres de l'UE, à assurer la bonne mise en œuvre de ce jugement. Les États membres de l'UE étaient responsables, à l'échelle nationale, des activités de contrôle pertinentes concernant la mise sur le marché tant des produits fabriqués dans l'UE que des produits importés dans l'UE. À cet effet, le Centre commun de recherches aidait les laboratoires nationaux à élaborer des méthodes de détection adaptées. Le jugement de la CJUE avait suscité de nombreuses réactions, ce qui avait donné lieu à la présentation d'une large variété de différents points de vue. Entre autres, le GROUPE de conseillers scientifiques principaux du Mécanisme de conseil scientifique avait publié une déclaration dans laquelle il donnait une perspective scientifique sur le statut réglementaire des produits dérivés de l'édition génomique. Cette déclaration portait sur les nouvelles techniques de mutagenèse et ne remettait pas en question les OGM précédemment autorisés. Le groupe de conseillers scientifiques principaux fournissait des avis scientifiques indépendants à la Commission européenne. Ses travaux alimentent les discussions en cours avec toutes les parties prenantes.

1.17. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

**D. États-Unis – Mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS464/17/Add.14)**

1.18. La Présidente a appelé l'attention sur le document WT/DS464/17/Add.14, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures antidumping et compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée.

1.19. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 14 février 2019, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Le 15 décembre 2017, le représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales avait demandé au Département du commerce des États-Unis d'établir une détermination au titre de l'article 129 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay pour donner suite aux recommandations de l'ORD concernant l'enquête en matière de droits compensateurs de l'USDOC visant les lave-linge en provenance de Corée. Le 18 décembre 2017, le Département du commerce avait engagé une procédure pour établir une telle détermination. Après quoi, il avait adressé des questionnaires initial et complémentaire en vue d'obtenir des renseignements additionnels. Le 4 avril 2018, le Département du Commerce avait publié une détermination préliminaire révisant certains aspects de sa détermination initiale. À la suite de la publication de la détermination préliminaire, il avait ménagé aux parties intéressées la possibilité de présenter des observations sur les questions et l'analyse figurant dans la détermination préliminaire, ainsi que des observations à titre de réfutation. Il avait examiné ces observations et observations à titre de réfutation et les avait prises en compte en vue d'élaborer sa détermination finale. Le 4 juin 2018, il avait publié une détermination finale, dans laquelle il avait révisé certains aspects de sa détermination initiale. Spécifiquement, il avait révisé l'analyse sous-tendant la détermination en matière de droits compensateurs, qui se rapportait à certains programmes de crédits d'impôt, en réponse aux constatations adoptées par l'ORD. Les États-Unis poursuivaient les consultations avec les parties intéressées sur les options permettant de donner suite aux recommandations de l'ORD concernant les mesures antidumping contestées dans ce différend.

1.20. Le représentant de la Corée a dit que son pays souhaitait remercier les États-Unis pour leurs rapports de situation et la déclaration qu'ils avaient faite à la réunion en cours. La Corée tenait à souligner que, le 8 février 2019, l'arbitre de l'OMC avait rendu une décision selon laquelle le niveau de la suspension était équivalent au niveau de l'annulation et de la réduction des avantages. Elle a renvoyé aux déclarations qu'elle avait faites aux réunions précédentes de l'ORD et a exhorté les États-Unis à mettre scrupuleusement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend.

1.21. Le représentant du Canada a dit que son pays était préoccupé par le fait que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. En particulier, le Canada était profondément déçu de voir que, malgré l'expiration du délai raisonnable, les États-Unis continuaient de recouvrer des dépôts en espèces auprès des exportateurs canadiens en se fondant sur une méthode dont il avait été constaté qu'elle était incompatible "en tant que telle" avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC dans ce différend.

1.22. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

**E. États-Unis – Certaines méthodes et leur application aux procédures antidumping visant la Chine: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS471/17/Add.6)**

1.23. La Présidente a appelé l'attention sur le document WT/DS471/17/Add.6, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant certaines méthodes et leur application aux procédures antidumping visant la Chine.

1.24. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 14 février 2019, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Comme il



était expliqué dans ce rapport, les États-Unis poursuivaient les consultations avec les parties intéressées sur les options permettant de donner suite aux recommandations de l'ORD.

1.25. Le représentant de la Chine a dit que le rapport de l'Organe d'appel dans ce différend avait été distribué aux Membres le 11 mai 2017. Le 22 mai 2017, l'ORD avait adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il avait été modifié par le rapport de l'Organe d'appel. L'arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord avait déterminé que le délai raisonnable était de 15 mois. Ce délai avait expiré le 22 août 2018. Le 9 septembre 2018, la Chine avait demandé à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations, et la question avait été soumise à arbitrage, conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord. À ce jour, les États-Unis avaient présenté six rapports de situation. Aucun de ces rapports ne faisait état d'un quelconque notable que les États-Unis auraient fait dans la mise en œuvre en vue de donner suite aux recommandations de l'ORD concernant ce différend, en dehors de "consultations avec les parties intéressées". Du fait de cette absence persistante de mise en conformité, 21 mois après que l'ORD avait adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial dans ce différend, et 6 mois après l'expiration du délai raisonnable, ce différend n'était toujours pas réglé. La Chine était profondément déçue et très préoccupée par l'absence de progrès des États-Unis en ce qui concernait la mise en œuvre des recommandations et décisions adoptées par l'ORD. Les mesures incompatibles avec les règles de l'OMC que les États-Unis avaient adoptées avaient gravement porté atteinte à ses intérêts économiques et commerciaux légitimes, faussé le marché international concerné et causé de graves dommages au système commercial multilatéral fondé sur des règles. Cela devrait alerter tous les Membres ainsi que la communauté internationale. Une fois encore, la Chine invitait instamment les États-Unis à prendre des mesures concrètes, à respecter pleinement les règles de l'OMC et à mettre scrupuleusement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant ce différend.

1.26. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

#### **F. Indonésie – Mesures concernant l'importation de viande de poulet et de produits à base de poulet: Rapport de situation de l'Indonésie (WT/DS484/18/Add.5)**

1.27. La Présidente a appelé l'attention sur le document WT/DS484/18/Add.5, qui contenait le rapport de situation de l'Indonésie sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures relatives à l'importation de viande de poulet et de produits à base de poulet.

1.28. La représentante de l'Indonésie a dit que son pays avait présenté son rapport de situation conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Le 22 novembre 2017, l'ORD avait adopté ses recommandations et décisions dans ce différend. À la réunion de l'ORD du 22 janvier 2018, l'Indonésie avait informé l'ORD de son intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans cette affaire. Le 15 mars 2018, l'Indonésie et le Brésil avaient également informé l'ORD de leur accord concernant le délai raisonnable imparti à celle-ci pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. Ce délai avait expiré le 22 juillet 2018. L'intervenante a dit que son pays avait procédé aux ajustements nécessaires pour les mesures pertinentes. L'Indonésie souhaitait rappeler que tous les animaux et produits d'origine animale, tant frais que transformés, importés sur son territoire devaient être accompagnés d'un certificat sanitaire ou vétérinaire du pays d'origine. Toute modification apportée par un importateur aux renseignements figurant dans les licences d'importation ne serait soumise à aucune sanction pour autant qu'elle soit conforme à la procédure applicable. L'Indonésie traitait le questionnaire relatif à la certification vétérinaire en se référant aux règlements pertinents sans prendre de retard. Elle était disposée à poursuivre les consultations et resterait en contact permanent avec le Brésil pour discuter de toute question liée au présent différend.

1.29. La représentante du Brésil a dit que son pays souhaitait remercier l'Indonésie pour le rapport de situation qu'elle avait présenté et qu'il était en train d'examiner. Le Brésil continuait de nourrir les mêmes préoccupations à l'égard de la mise en œuvre par l'Indonésie des recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. Ces préoccupations portaient, entre autres choses, sur la "prescription relative à la liste positive", qui était encore en vigueur. L'Indonésie avait choisi de maintenir la liste et d'y inclure certains des codes du SH pour la viande de poulet et les produits à base de poulet qui avaient fait l'objet de la plainte du Brésil. Toutefois, un code du SH n'y figurait pas encore. De plus, le Brésil notait que l'Indonésie avait supprimé la prescription imposant d'établir

des rapports de distribution contenant des renseignements sur l'utilisation ou le lieu de vente de la viande de poulet et des produits à base de poulet importés. La prescription relative aux plans de distribution continuait néanmoins d'être en vigueur en vertu de l'article 22 1) l) du Règlement n° 34/2016 du Ministère de l'agriculture. Le Brésil n'ignorait pas que la possibilité existait de modifier les conditions des licences d'importation. Cependant, il croyait savoir que, malgré les modifications, les importateurs seraient toujours passibles de diverses sanctions dans les cas où certaines prescriptions ne seraient pas rigoureusement observées. Pour finir, il tenait à souligner qu'il n'était pas satisfait par l'état d'avancement de l'analyse du certificat sanitaire vétérinaire brésilien pour l'importation de viande de poulet et de produits à base de poulet. Il estimait que l'approbation de ce certificat par l'Indonésie continuait de faire l'objet de retards inclus. Le délai raisonnable imparti à celle-ci pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend était arrivé à expiration le 22 juillet 2018. Comme le Brésil l'avait déjà expliqué, la pleine mise en œuvre se faisait attendre. Il demandait donc instamment à l'Indonésie de se conformer pleinement aux recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. Il était prêt à collaborer avec elle en ce qui concernait tout aspect de ce différend.

1.30. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

**G. États-Unis – Mesures antidumping visant certains produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance de Corée: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS488/12/Add.5)**

1.31. La Présidente a appelé l'attention sur le document WT/DS488/12/Add.5, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures antidumping visant certains produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance de Corée.

1.32. Le représentant des États-Unis a dit que, le 11 janvier 2019, son pays et la Corée avaient informé l'ORD que les parties étaient mutuellement convenues de modifier le délai raisonnable précédemment notifié pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Le délai raisonnable arriverait à expiration le 12 juillet 2019. Les États-Unis avaient présenté un rapport de situation sur ce différend le 14 février 2019, conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord. Le 23 novembre 2018, le Département du commerce des États-Unis avait publié au Federal Register des États-Unis un avis indiquant qu'il avait entamé une procédure pour réunir des renseignements, analyser les éléments de preuve versés au dossier et examiner les déterminations qui seraient nécessaires pour mettre l'enquête antidumping en cause dans ce différend en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD. Cet avis était disponible dans 83 F.R. 59359. Les États-Unis poursuivraient leurs consultations avec les parties intéressées au sujet des options permettant de donner suite aux recommandations de l'ORD.

1.33. Le représentant de la Corée a dit que son pays souhaitait remercier les États-Unis pour leurs rapports de situation et la déclaration qu'ils avaient faite à la réunion en cours. La Corée renvoyait aux déclarations qu'elle avait faites aux réunions précédentes de l'ORD et exhortait les États-Unis à mettre scrupuleusement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans le délai imparti, qui expirerait le 12 juillet 2019.

1.34. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

**H. Indonésie – Importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale: Rapport de situation de l'Indonésie (WT/DS477/21/Add.1 – WT/DS478/22/Add.1)**

1.35. La Présidente a appelé l'attention sur le document WT/DS477/21/Add.1 – WT/DS478/22/Add.1, qui contenait le rapport de situation de l'Indonésie sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant l'importation de produits horticoles, d'animaux et de produits d'origine animale.

1.36. La représentante de l'Indonésie a dit que sa délégation avait présenté son rapport de situation conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord. Le 22 novembre 2017, l'ORD avait adopté



ses recommandations et décisions dans ce différend. À la réunion du 28 février 2018, l'Indonésie avait informé l'ORD qu'elle avait l'intention de mettre en œuvre ses recommandations et décisions dans ce différend, mais qu'elle aurait besoin d'un délai raisonnable pour le faire. Conformément à l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord, l'Indonésie, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande étaient mutuellement convenus du délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Ce délai avait expiré le 22 juillet 2018. Cependant, s'agissant des recommandations et décisions de l'ORD concernant la mesure 18, l'Indonésie, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande étaient aussi mutuellement convenus que l'Indonésie disposerait d'un délai supplémentaire pour procéder aux modifications de sa législation afin de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. Par conséquent, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande n'engageraient pas d'autres procédures concernant la mesure 18 au moins jusqu'au 22 juin 2019. À partir de la réunion de l'ORD du 28 janvier 2019, l'Indonésie avait noté que les États-Unis et la Nouvelle-Zélande avaient signalé certaines mesures, y compris des prescriptions concernant la période de récolte, la réalisation des importations, la capacité des entrepôts, les créneaux de présentation des demandes, les périodes de validité et les conditions fixes des licences. L'Indonésie avait mené des consultations bilatérales de manière intensive avec les États-Unis et la Nouvelle-Zélande pour examiner l'avancement de la mise en œuvre afin de parvenir à une mise en œuvre intégrale. D'une manière générale, l'Indonésie améliorait son système d'importation pour répondre aux préoccupations exprimées par les États-Unis et la Nouvelle-Zélande. Elle poursuivait ces consultations avec les États-Unis et la Nouvelle-Zélande afin de fournir de nouvelles explications détaillées sur ces questions.

1.37. Le représentant des États-Unis a dit que, malheureusement, l'Indonésie n'avait toujours pas mis ses mesures en conformité. Les États-Unis et la Nouvelle-Zélande convenaient du fait que de graves préoccupations demeuraient concernant les mesures en cause, y compris au sujet des restrictions concernant la période de récolte, de la réalisation des importations, de la capacité des entrepôts, des créneaux de présentation des demandes, des périodes de validité et des conditions fixes des licences. Les États-Unis demeuraient disposés à collaborer avec l'Indonésie en vue de régler entièrement et effectivement ce différend. Bien qu'ils soient engagés dans des discussions bilatérales avec l'Indonésie, celle-ci ne leur avait toujours pas dit quelles mesures concrètes elle prendrait pour mettre ses mesures en pleine conformité. Ils attendaient également avec intérêt d'apprendre quelles modifications elle entendait apporter à sa législation eu égard à la mesure 18.

1.38. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que son pays prenait acte des mesures que l'Indonésie avait prises pour mettre sa réglementation en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD. Son pays saluait également l'engagement pris par celle-ci en vue de se conformer pleinement à ces recommandations et décisions. Toutefois, la Nouvelle-Zélande ne considérait pas que la pleine conformité avait été réalisée en ce qui concernait un certain nombre de mesures examinées dans ce différend. Elle s'est dite particulièrement préoccupée par le fait que l'Indonésie continuait d'imposer des créneaux pour la présentation des demandes limités, des interdictions d'importer pendant la période de récolte, des prescriptions en matière de réalisation des importations et des restrictions des volumes d'importation en fonction de la capacité de stockage. Elle a remercié l'Indonésie de poursuivre le dialogue, y compris d'avoir présenté son dernier rapport de situation. Elle a salué l'engagement pris par l'Indonésie dans ce rapport d'engager des discussions de manière intensive avec la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, et elle a également dit souhaiter utiliser ces discussions pour en apprendre davantage sur les progrès concernant les nouvelles modifications de la législation censées entrer en vigueur d'ici l'échéance de juin 2019. La Nouvelle-Zélande continuerait de collaborer avec l'Indonésie en vue d'assurer une mise en conformité à long terme et significative d'un point de vue commercial avec les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend.

1.39. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

## **2 ÉTATS-UNIS – LOI DE 2000 SUR LA COMPENSATION POUR CONTINUATION DU DUMPING ET MAINTIEN DE LA SUBVENTION: MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD**

### **A. Déclaration de l'Union européenne**

2.1. La Présidente a dit que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour de la réunion en cours à la demande de l'Union européenne. Elle a ensuite invité le représentant de l'Union européenne à prendre la parole.

2.2. Le représentant de l'Union européenne a dit que sa délégation, une fois de plus, demandait aux États-Unis de cesser de transférer le montant des droits antidumping et des droits compensateurs à leur branche de production nationale. Chaque versement qui continuait à être effectué constituait manifestement un acte de non-respect des recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend. L'UE invitait de nouveau les États-Unis à s'acquitter de l'obligation clairement énoncée à l'article 21:6 du Mémoire d'accord de présenter des rapports de situation concernant ce différend. Elle continuerait à faire inscrire ce point à l'ordre du jour tant que les États-Unis n'auraient pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend.

2.3. Le représentant du Brésil a dit que, en tant que partie initiale à ce différend, son pays souhaitait, une nouvelle fois, remercier l'UE d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour de la révision de l'ORD. Au-delà du débat sur le point de savoir si le Membre concerné était obligé ou non de continuer de présenter des rapports de situation dans ce différend, la raison pour laquelle les Membres devaient se pencher sur ce point de l'ordre du jour à chaque réunion de l'ORD était que des millions de dollars de droits antidumping et de droits compensateurs étaient encore *illégalement* versés aux entreprises américaines requérantes. Plus de 16 ans après l'adoption des recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend et plus de 13 ans après la Loi sur la réduction du déficit qui avait abrogé l'Amendement, le Brésil demandait aux États-Unis à se conformer pleinement aux recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend.

2.4. Le représentant du Canada a dit que son pays remerciait l'Union européenne d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour de la réunion en cours. Le Canada partageait l'avis de l'UE selon lequel ce différend devait rester sous la surveillance de l'ORD jusqu'à ce que les États-Unis aient cessé d'appliquer les mesures qui y étaient en cause.

2.5. Le représentant des États-Unis a dit que, comme son pays l'avait relevé lors de réunions précédentes de l'ORD, la Loi sur la réduction du déficit, qui contenait une disposition abrogeant la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention, avait été promulguée en février 2006. En conséquence, les États-Unis avaient pris toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant ces différends. Ils rappelaient en outre que l'UE avait reconnu que la Loi sur la réduction du déficit n'autorisait pas le versement des droits perçus sur les marchandises importées après le 1<sup>er</sup> octobre 2007, plus de dix ans auparavant. Pour ce qui était des rapports de situation sur cette affaire demandés par l'UE, comme les États-Unis l'avaient déjà expliqué lors de réunions précédentes de l'ORD, le Mémoire d'accord n'imposait pas l'obligation de présenter d'autres rapports de situation une fois qu'un Membre avait annoncé qu'il avait mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, indépendamment de la question de savoir si la partie plaignante était en désaccord sur la mise en conformité. La pratique des Membres confirmait cette interprétation large de l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Les Membres agissant en tant que partie défenderesse ne continuaient pas à présenter des rapports de situation quand ils avaient allégué qu'ils s'étaient mis en conformité et que le Membre agissant en tant que partie plaignante n'était pas d'accord, comme les Membres le verraient au titre du point suivant de l'ordre du jour concernant le différend "CE – Aéronefs civils gros porteurs" (DS316). Comme l'UE le savait, les États-Unis avaient annoncé dans ce différend qu'ils avaient mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Si l'UE le contestait, il apparaîtrait simplement qu'il y avait désaccord entre les parties au différend sur la mise en conformité.

2.6. L'ORD a pris note des déclarations.

### 3 COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET CERTAINS ÉTATS MEMBRES – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES AÉRONEFS CIVILS GROS PORTEURS: MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORD

#### A. Déclaration des États-Unis

3.1. La Présidente a dit que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour de la réunion en cours à la demande des États-Unis. Elle a ensuite invité le représentant de ce pays à prendre la parole.

3.2. Le représentant des États-Unis a dit que son pays notait qu'une fois de plus, l'UE n'avait pas présenté aux Membres de rapport de situation concernant le différend "CE – Aéronefs civils gros porteurs" (DS316). Les États-Unis avaient soulevé la même question aux récentes réunions de l'ORD, auxquelles l'UE avait de la même manière choisi de ne pas présenter de rapport de situation. Comme ils l'avaient indiqué lors de réunions récentes de l'ORD, l'UE avait fait valoir que l'article 21:6 du Mémoire d'accord prescrivait ce qui suit: "la question de la mise en œuvre ... restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue". Et elle avait fait valoir que, si en tant que partie plaignante elle ne souscrivait pas à "l'affirmation [d'un autre Membre défendeur] selon laquelle [ce Membre] [avait] mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD", "la question n'était toujours pas résolue aux fins de l'article 21:6 du Mémoire d'accord". Or, en ce qui concernait ce différend, à la réunion précédente de l'ORD du 28 janvier 2019, l'UE avait concédé que "la procédure de mise en conformité dans ce différend était ... toujours en cours [et le point de] [s]avoir si la question était réglée ou non était l'objet même de [la] procédure en cours". La position déclarée de l'UE contredisait tout simplement les mesures qu'elle avait prises dans le cadre de ce différend. Étant donné qu'une fois de plus l'UE n'avait pas présenté de rapport de situation sur ce différend avant la réunion en cours, les États-Unis ne voyaient pas comment son comportement pouvait être compatible avec le point de vue systémique allégué qu'elle avait adopté depuis plus de dix ans. L'UE elle-même était d'avis qu'elle aurait dû présenter des rapports de situation. Pourtant, elle ne l'avait pas fait. La seule différence que les États-Unis pouvaient voir était que, maintenant que l'UE était une partie *défenderesse*, elle choisissait de s'opposer à l'interprétation de l'article 21:6 du Mémoire d'accord qu'elle avait longtemps appuyée à tort. La prétendue justification invoquée par l'UE était qu'elle n'avait pas besoin de présenter un rapport de situation parce qu'elle demandait la constitution d'un deuxième groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Mais comme les États-Unis l'avaient expliqué lors de réunions antérieures de l'ORD, rien dans l'article 21:6 du Mémoire d'accord n'étayait cette position. En revanche, au titre de cet article, un Membre qui était partie défenderesse présentait à l'ORD un rapport de situation "indiquant où en [était] la mise en œuvre" des recommandations de l'ORD. Mais une fois qu'il avait annoncé qu'il s'était mis en conformité, il ne pouvait plus présenter de rapport indiquant "où en était" la mise en œuvre et n'avait donc plus l'obligation de le faire. Et la conduite de chaque Membre lorsqu'il agissait en tant que partie défenderesse, y compris l'UE, montrait que les Membres de l'OMC comprenaient qu'un Membre concerné n'avait pas l'obligation au titre de l'article 21:6 du Mémoire d'accord de continuer à présenter des rapports de situation dès lors qu'il avait annoncé qu'il avait mis en œuvre les recommandations de l'ORD. Étant donné que l'UE alléguait qu'elle était en désaccord avec cette position, elle devrait présenter des rapports de situation sur ce différend aux réunions suivantes de l'ORD.

3.3. Le représentant de l'Union européenne a dit que les États-Unis avaient laissé entendre que sa délégation adoptait au sujet de l'article 21:6 du Mémoire d'accord des positions qui étaient contradictoires en fonction de si l'UE était la partie demanderesse ou la partie défenderesse du différend. Cette affirmation était dénuée de fondement. Comme l'UE l'avait à maintes reprises expliqué aux réunions précédentes de l'ORD, le point crucial s'agissant de l'obligation de la partie défenderesse de présenter des rapports de situation à l'ORD était le stade auquel se trouvait le différend. L'affaire "CE – Aéronefs civils gros porteurs" (DS316) en était au stade où la partie défenderesse n'était pas obligée de présenter des rapports de situation à l'ORD. L'UE a rappelé que, dans le différend "CE – Aéronefs civils gros porteurs" (DS316), elle avait notifié à l'OMC une nouvelle série de mesures dans une communication sur la mise en conformité, qui avait été présentée à la réunion de l'ORD du 28 mai 2018. Les États-Unis avaient répondu que les mesures incluses dans cette communication n'assuraient pas la pleine conformité de l'UE avec les recommandations et décisions de l'ORD dans cette affaire. Compte tenu de la position des États-Unis, le 29 mai 2018, l'UE avait demandé l'ouverture de consultations avec ces derniers, conformément aux articles 4 et 21:5 du Mémoire d'accord. Ces consultations n'avaient pas permis de régler le différend. En conséquence, l'UE avait alors demandé l'établissement d'un groupe spécial de la mise en conformité. Celui-ci avait été établi par l'ORD le 27 août 2018. Il examinait actuellement

"l'existence ou ... la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD. L'intervenant a répété qu'une procédure de mise en conformité était toujours en cours dans ce différend. Déterminer si cette question était "résolue" au sens de l'article 21:6 du Mémoire d'accord était l'objet même de cette procédure en cours. L'intervenant a demandé comment on pouvait dire que la partie défenderesse devait présenter des "rapports de situation" à l'ORD dans ces circonstances. Dans les différends "États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)" (DS217, DS234), qu'on appelait l'affaire de l'"Amendement Byrd", la situation était complètement différente. Ces différends avaient fait l'objet d'une décision et aucune autre procédure n'était en cours. Conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord, la question de la mise en œuvre devait rester inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue. Dans les différends "États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)" (DS217, DS234), l'UE ne souscrivait pas à l'affirmation des États-Unis selon laquelle ils avaient mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Cela signifiait que la question restait non résolue aux fins de l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Si les États-Unis ne convenaient pas que la question restait non résolue, rien ne les empêchait de demander une détermination multilatérale au moyen d'une procédure de mise en conformité, comme le faisait l'UE dans le différend "CE – Aéronefs civils gros porteurs" (DS316). Pour conclure, l'UE serait très préoccupée par une interprétation de l'article 21:6 du Mémoire d'accord qui exigerait de la partie défenderesse qu'elle notifie où en était prétendument la mise en œuvre en présentant des rapports de situation à l'ORD alors que la procédure de règlement des différends sur cette question précise était en cours. Le point de vue de l'UE était également étayé par l'article 2 du Mémoire d'accord sur l'administration des règles et procédures de règlement des différends: quand, à la suite d'un désaccord entre les parties au sujet de la mise en conformité, une question était entre les mains de l'organe juridictionnel, elle ne se trouvait temporairement plus sous la surveillance de l'ORD.

3.4. L'ORD a pris note des déclarations.

#### **4 TURQUIE – DROITS ADDITIONNELS SUR LES IMPORTATIONS DE MACHINES ET APPAREILS POUR LE CONDITIONNEMENT DE L'AIR EN PROVENANCE DE THAÏLANDE**

##### **A. Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande (WT/DS573/2)**

4.1. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur la communication de la Thaïlande figurant dans le document WT/DS573/2. Elle a ensuite invité le représentant de ce pays à prendre la parole.

4.2. Le représentant de la Thaïlande a dit que, le 4 décembre 2018, son pays avait demandé la tenue de consultations avec la Turquie concernant ce différend. La Thaïlande avait engagé des consultations de bonne foi avec la Turquie en vue de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante. Malheureusement, ces consultations n'avaient pas été fructueuses et n'avaient pas permis de régler le différend. Le pays de l'intervenant se voyait donc obligé, à la réunion en cours, de présenter une demande d'établissement d'un groupe spécial pour régler ce différend. Pour les raisons indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, datée du 14 février 2019, la Thaïlande craignait que les droits additionnels imposés par la Turquie sur les machines et appareils pour le conditionnement de l'air en provenance de Thaïlande ne soient incompatibles avec les obligations de la Turquie au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes. En particulier, la Thaïlande a noté que la Turquie avait imposé ces droits additionnels en réponse à la prorogation pour une période de trois ans, en juin 2017, de la mesure de sauvegarde de la Thaïlande visant certains produits en acier. Toutefois, étant donné que la Turquie n'était pas un Membre affecté ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateur des produits faisant l'objet de la mesure de sauvegarde, elle n'était pas habilitée à suspendre un niveau de concessions équivalent en réponse à la mesure de sauvegarde. En outre, même à supposer que la Turquie ait eu le droit de suspendre des concessions, le niveau des droits additionnels qu'elle avait imposés et la durée de sa mesure n'étaient pas conformes à l'obligation qui lui incombait de ne suspendre que des concessions ou d'autres obligations "substantiellement équivalentes". Par conséquent, la Thaïlande craignait que la Turquie ait imposé des droits additionnels qui ne se justifiaient pas au regard de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes. Les droits additionnels de la Turquie violaient ses engagements tarifaires et obligations connexes en ce qui concernait les importations en provenance de Thaïlande. En conséquence, celle-ci demandait à l'ORD d'établir un groupe spécial doté du mandat type qui serait chargé d'examiner la question exposée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

4.3. Le représentant de la Turquie a dit que son pays déplorait la décision de la Thaïlande de demander l'établissement d'un groupe spécial dans ce différend. Cette demande était prématurée parce que, de l'avis de la Turquie, les parties n'avaient pas encore épuisé toutes les possibilités d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante dans ce différend. La Turquie a tenu à dire qu'elle espérait sincèrement qu'il serait possible de trouver une solution mutuellement acceptable pour régler ce différend. Elle se tenait prête à s'engager avec la Thaïlande dans des discussions utiles et constructives sur la manière d'y parvenir. Dans ces circonstances, elle n'était pas en mesure de consentir à l'établissement d'un groupe spécial à la réunion en cours.

4.4. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

**5 DÉSIGNATION DES MEMBRES DE L'ORGANE D'APPEL: PROPOSITION PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE; L'AUSTRALIE; LE BÉNIN; LE BRÉSIL; LE CANADA; LE CHILI; LA CHINE; LA COLOMBIE; LA CORÉE; LE COSTA RICA; CUBA; L'ÉGYPTE; EL SALVADOR; L'ÉQUATEUR; L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE; L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE; LA FÉDÉRATION DE RUSSIE; LE GUATEMALA; LE HONDURAS; HONG KONG, CHINE; L'INDE; L'INDONÉSIE; L'ISLANDE; ISRAËL; LE KAZAKHSTAN; LE LIECHTENSTEIN; LE MEXIQUE; LE NICARAGUA; LA NORVÈGE; LA NOUVELLE-ZÉLANDE; LE PAKISTAN; LE PANAMA; LE PARAGUAY; LE PÉROU; LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA; LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE; SINGAPOUR; LA SUISSE; LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIÛAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU; LA TURQUIE; L'UKRAINE; L'UNION EUROPÉENNE; L'URUGUAY; ET LE VIET NAM (WT/DSB/W/609/REV.8)**

5.1. La Présidente a dit que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour de la réunion en cours à la demande du Mexique, au nom de plusieurs délégations. À cet égard, elle a appelé l'attention sur la proposition contenue dans le document WT/DSB/W/609/Rev.8 et a invité la représentante du Mexique à prendre la parole.

5.2. La représentante du Mexique, prenant la parole au nom des coauteurs de la proposition figurant dans le document WT/DSB/W/609/Rev.8, a dit que les délégations concernées étaient convenues de présenter la proposition conjointe datée du 14 février 2019 visant à lancer les processus de sélection des membres de l'Organe d'appel. Sa délégation a souhaité la bienvenue au Bénin en tant que nouveau coauteur de la proposition, ainsi qu'au Rwanda, qui avait fait part de son intention de s'associer aux coauteurs de cette proposition. Le Mexique, prenant la parole au nom de ces 73 Membres, a déclaré ce qui suit. Le nombre considérable de Membres qui présentaient cette proposition conjointe reflétait la préoccupation commune au sujet de la situation actuelle à l'Organe d'appel, laquelle affectait gravement les travaux de celui-ci ainsi que le fonctionnement général du système de règlement des différends, ce qui allait à l'encontre des intérêts de ses Membres. Il incombait aux Membres de l'OMC de sauvegarder et de préserver l'Organe d'appel, le système de règlement des différends et le système commercial multilatéral. Ainsi, les Membres avaient le devoir de lancer les processus de sélection de nouveaux membres de l'Organe d'appel, comme le prévoyait la proposition conjointe présentée à l'ORD à la réunion en cours. Cette proposition visait: i) à lancer quatre processus de sélection: le premier afin de remplacer M. Ricardo Ramírez-Hernández, dont le deuxième mandat avait pris fin le 30 juin 2017, le deuxième afin de pourvoir le poste laissé vacant par la démission de M. Hyun Chong Kim, qui avait pris effet le 1<sup>er</sup> août 2017; le troisième afin de remplacer M. Peter Van den Bossche, dont le deuxième mandat avait pris fin le 11 décembre 2017; et le quatrième afin de remplacer M. Shree Baboo Chekitan Servansing, dont le mandat de 4 ans avait pris fin le 30 septembre 2018; ii) à établir un comité de sélection; iii) à fixer un délai de 30 jours pour la présentation des candidatures; et iv) à demander au comité de sélection de faire ses recommandations dans les 60 jours suivant la date limite de présentation des candidatures. Les coauteurs de la proposition étaient ouverts en ce qui concernait la fixation des dates limites pour les processus de sélection, mais ils croyaient que les Membres devraient tenir compte du caractère urgent de la situation. Le Mexique continuait d'exhorter tous les Membres à appuyer cette proposition dans l'intérêt du système commercial multilatéral et du système de règlement des différends.

5.3. La représentante du Mexique, prenant la parole au nom de son pays uniquement, a dit que celui-ci trouvait regrettable que, malgré de nombreuses tentatives faites par plusieurs délégations, l'Organe d'appel ne compte toujours que trois des sept membres qui devaient le composer. À cet égard, le Mexique avait de graves préoccupations, qui devenaient de plus en plus pressantes. Il demandait, une fois de plus, aux Membres d'examiner, de façon responsable, la situation actuelle dans laquelle, depuis près de deux ans, les Membres n'arrivaient pas à lancer les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. En ne lançant pas ce processus, les Membres faisaient

clairement abstraction de l'obligation que leur imposait l'article 17:2 du Mémorandum d'accord de pourvoir les postes dès qu'ils devenaient vacants. Cette situation était inacceptable et aurait une incidence systémique grave sur l'Organisation. L'Organe d'appel s'était récemment trouvé confronté à une accumulation croissante d'appels en attente et cela allait continuer de s'aggraver puisque ce serait les trois mêmes membres restants qui examineraient tous les appels présentés depuis le mois d'octobre 2018. Le Conseil général était actuellement saisi de propositions qui visaient à répondre aux préoccupations qui avaient été soulevées et cela devrait, en soi, suffire à lancer les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel dont les Membres devaient convenir à la réunion en cours, conformément au Mémorandum d'accord, de manière à repourvoir les postes vacants dès que possible. En conséquence, le Mexique invitait instamment tous les Membres, y compris celui qui avait soulevé des préoccupations, à participer de manière constructive au processus informel mené sous les auspices du Conseil général. Le temps continuait de passer et il était de plus en plus urgent de régler cette question; par conséquent, l'objectif principal des Membres devait être de repourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel. La situation actuelle était déjà grave mais, en décembre 2019, le mandat de deux des trois membres restants de l'Organe d'appel arriveraient à expiration et l'Organe d'appel ne disposerait pas du nombre minimum de membres requis pour connaître des appels. Comme le Mexique l'avait déclaré à diverses occasions, l'Organe d'appel était une composante clé du système de règlement des différends et c'était la raison pour laquelle une des priorités de tous les Membres devait être d'assurer son bon fonctionnement. À cette fin, il était essentiel que l'Organe d'appel dispose d'un effectif complet.

5.4. Le représentant de l'Union européenne a dit que sa délégation renvoyait aux déclarations qu'elle avait faites sur cette question aux réunions précédentes de l'ORD, à compter de février 2017. Les Membres de l'OMC avaient la responsabilité conjointe de régler cette question dans les plus brefs délais et de repourvoir les postes vacants comme l'exigeait l'article 17:2 du Mémorandum d'accord. L'UE remerciait tous les coauteurs de la proposition figurant dans le document WT/DSB/W/609/Rev.8 qui visait à lancer les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. Elle a invité tous les autres Membres à l'approuver, de manière à ce que de nouveaux membres puissent être désignés dès que possible. Elle a rappelé que des propositions concrètes avaient été présentées au Conseil général en vue de débloquent les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. Ces propositions constituaient un effort sérieux pour répondre aux préoccupations qui avaient été exprimées relativement au fonctionnement de l'Organe d'appel. Elles faisaient actuellement l'objet de discussions sous les auspices du Conseil général. L'UE a invité tous les Membres à participer à ces discussions de manière constructive de manière à ce que les postes vacants à l'Organe d'appel puissent être pourvus dès que possible.

5.5. La représentante de l'Ukraine a dit que son pays rappelait les déclarations qu'il avait faites aux réunions précédentes de l'ORD en relation avec ce point de l'ordre du jour sur les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. Elle a répété que son pays était disposé à participer aux discussions et à contribuer à répondre aux préoccupations. Aucune des réunions de l'ORD de 2019 n'ayant permis de parvenir à une entente, le système de règlement des différends serait bientôt paralysé puisqu'en décembre 2019, les mandats de deux des trois membres restants de l'Organe d'appel arriveraient à expiration. Par conséquent, il était extrêmement important de déployer tous les efforts susceptibles de mener au lancement des processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. À cet égard, l'Ukraine a remercié tous les Membres qui avaient participé aux discussions sur les questions relatives à l'Organe d'appel et présenté des propositions concernant la modernisation de l'OMC. Elle examinait ces propositions de près et croyait qu'elles pourraient aider à régler cette question. À ce stade, de nombreuses préoccupations avaient été soulevées et plusieurs propositions avaient été présentées au sujet de la réforme de l'OMC. Ainsi, l'Ukraine a suggéré de dissocier les questions relatives au fonctionnement du système de règlement des différends des autres questions qui avaient trait à la modernisation de l'OMC. S'agissant du fonctionnement du système de règlement des différends, elle estimait qu'il était nécessaire de réexaminer les propositions afin de voir quels étaient les obstacles majeurs empêchant les Membres de trouver une solution commune et de lancer les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. L'Ukraine croyait que cela augmenterait la participation active des Membres et pourrait accélérer le processus visant à trouver une solution concernant le fonctionnement du système de règlement des différends. Elle s'est dite reconnaissante de l'occasion qui lui avait été donnée de s'exprimer sur cette question et attendait avec intérêt la poursuite des discussions à cet égard.

5.6. Le représentant des États-Unis a dit que son pays remerciait la Présidente de poursuivre ses travaux sur ces questions. Comme les États-Unis l'avaient expliqué lors de réunions précédentes de l'ORD, ils n'étaient pas en mesure d'appuyer la décision proposée figurant dans le document



WT/DSB/W/609/Rev.8. Les préoccupations d'ordre systémique qu'ils avaient identifiées restaient sans réponse. Comme les États-Unis l'avaient expliqué lors de récentes réunions de l'ORD, pendant plus de 15 ans et sous leurs nombreuses administrations, ils avaient fait part de graves préoccupations concernant le fait que l'Organe d'appel ne tenait pas compte des règles établies par les Membres de l'OMC. En se fixant constamment des objectifs trop ambitieux, l'Organe d'appel de l'OMC avait ajouté des obligations que les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC n'avaient jamais acceptées. Le programme de politique commerciale des États-Unis pour 2018 avait exposé plusieurs de leurs préoccupations de longue date.<sup>1</sup> Les États-Unis avaient exprimé à plusieurs reprises leurs préoccupations quant au fait que les rapports d'appel allaient bien au-delà du texte énonçant les règles de l'OMC dans divers domaines, comme les subventions, les droits antidumping, les droits antisubventions, les normes et les obstacles techniques au commerce, et les sauvegardes, qui restreignaient tous leur capacité de réglementer dans l'intérêt public ou de protéger leurs travailleurs et leurs entreprises contre des pratiques commerciales déloyales. Et comme ils l'avaient expliqué lors de récentes réunions de l'ORD, l'Organe d'appel avait émis des avis consultatifs sur des questions dont ne dépendait pas nécessairement la résolution d'un différend et avait examiné l'établissement des faits par les groupes spéciaux alors que les appels étaient limités aux questions de droit. En outre, l'Organe d'appel avait affirmé que les groupes spéciaux devaient suivre ses rapports et bien que les Membres n'aient pas établi de système de précédent à l'OMC, et avait constamment fait abstraction du délai obligatoire de 90 jours pour les appels – tout cela contrairement aux règles convenues dans le cadre l'OMC pour le règlement des différends. Et depuis plus d'un an, les États-Unis demandaient aux Membres de l'OMC de corriger une situation dans laquelle l'Organe d'appel agissait comme s'il avait le pouvoir de permettre à ses anciens membres de continuer à connaître des appels même après l'expiration de leur mandat – tel que les Membres de l'OMC l'avaient défini. Cette prétendue "règle 15" était, telle qu'elle était libellée, un autre exemple du mépris de l'Organe d'appel pour les règles de l'OMC. Les préoccupations des États-Unis étaient restées sans réponse. Quand l'Organe d'appel abusait du pouvoir qui lui avait été accordé dans le cadre du système de règlement des différends, il savait la légitimité du système et portait atteinte aux intérêts de tous les Membres de l'OMC qui tenaient à ce que les Accords soient respectés tels qu'ils avaient été négociés et convenus. Les États-Unis continueraient à demander avec insistance le système de règlement des différends de l'OMC respecte les règles de l'OMC, et ils poursuivraient leurs efforts et leurs discussions avec les Membres et la Présidente pour trouver une solution à ces questions importantes.

5.7. La représentante de l'Australie a dit que son pays renvoyait aux déclarations qu'il avait faites sur cette question aux réunions précédentes de l'ORD et répétait qu'il était très préoccupé par l'incapacité de l'ORD de lancer les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. L'Australie se félicitait du leadership de M. l'Ambassadeur Walker, en sa qualité de facilitateur du processus informel du Conseil général sur les questions relatives à l'Organe d'appel. L'Australie s'attendait à ce que, grâce aux travaux pragmatiques et axés sur la recherche de solutions menés par tous les Membres, il soit possible de parvenir à des résultats mutuellement acceptables, ce qui permettrait aux Membres de repourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel le plus rapidement possible. Elle restait déterminée à poursuivre ce processus après la réunion du Conseil général du 28 février 2019. Il y avait de nombreux autres points dont il fallait discuter pour réduire le nombre de difficultés et mettre au point un ensemble de solutions. L'Australie attendait avec intérêt de poursuivre les discussions sur les propositions qui avaient été présentées à ce jour et a encouragé ceux qui avaient des contributions constructives à apporter à se manifester en vue d'aider à orienter le débat vers des solutions à adopter dans l'intérêt de tous les Membres.

5.8. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que sa délégation souhaitait réitérer son appui à la proposition commune figurant dans le document WT/DSB/W/609/Rev.8 et a souligné l'importance de lancer les processus de sélection des Membres de l'Organe d'appel dès que possible. La Nouvelle-Zélande se félicitait des discussions concernant l'impasse actuelle dans le cadre du processus informel mené sous les auspices du Conseil général, qui mettaient l'accent sur la recherche de solutions.

5.9. La représentante de l'Inde a dit que son pays réitérait les déclarations qu'il avait faites sur cette question aux réunions précédentes de l'ORD.

5.10. Le représentant de Cuba, prenant la parole au nom du GRULAC, a dit que son pays souhaitait réitérer les profondes inquiétudes de ces pays concernant la situation dans laquelle se trouvaient les

---

<sup>1</sup> Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, Programme de politique commerciale du Président pour 2018, pages 22 à 28.

processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. Le GRULAC se félicitait du processus informel sur les questions relatives à l'Organe d'appel qui avait été mis sur pied sous les auspices du Conseil général en vue de mettre fin à la paralysie qui touchait actuellement les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel, ce qui témoignait du caractère urgent de cette question. Un certain nombre de propositions avaient été présentées, lesquelles visaient à atteindre cet objectif. Certaines de ces propositions avaient été présentées par des Membres de l'OMC venant de la région du GRULAC. Cuba a souhaité souligner le fait que, conformément à l'article 17:2 du Mémorandum d'accord, il convenait de repourvoir les postes "[d]ès qu'il dev[enaient] vacants". On avait manqué à satisfaire à cette obligation de manière répétée. Les Membres avaient entendu les préoccupations soulevées concernant le fonctionnement de l'Organe d'appel, qui avaient empêché le lancement des processus de sélection de ses membres. Toutefois, la démarche visant à répondre à ces préoccupations ne devrait pas empêcher le système de continuer de fonctionner. Tous les Membres devaient montrer qu'ils étaient disposés à trouver des solutions. Cuba a tenu à réitérer que tous les Membres de l'OMC également membres du GRULAC étaient disposés à contribuer à trouver une solution définitive, de manière urgente, à ce problème, ainsi qu'à appuyer les efforts déployés à cette fin.

5.11. Le représentant du Brésil a dit que son pays renvoyait aux déclarations qu'il avait faites lors des réunions précédentes de l'ORD concernant le caractère urgent du lancement des processus de sélection des membres de l'Organe d'appel. Comme les Membres le savaient bien, si on ne faisait rien, en décembre 2019, l'Organe d'appel ne serait plus en mesure de connaître de nouveaux appels et le système de règlement des différends dans son ensemble serait compromis. Par conséquent, le Brésil croyait que l'objectif principal des Membres devait être de définir clairement la ligne à suivre pour repourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel. À cette fin, les Membres devaient comprendre quelles étaient les solutions possibles. Le Brésil croyait que cela pourrait se faire dans le cadre du processus informel mené sous l'égide du Conseil général. Il était prêt à participer à des discussions pragmatiques afin de régler ces questions. Pour finir, le Brésil exhortait les Membres à respecter à l'obligation qui leur incombait de repourvoir les postes à l'Organe d'appel dès qu'ils devenaient vacants.

5.12. Le représentant de la Chine a dit que son pays souhaitait reprendre à son compte la déclaration faite par le Mexique au nom des 73 Membres au titre de ce point de l'ordre du jour. La Chine déplorait le fait que les efforts déployés collectivement par les Membres se retrouvent, une nouvelle fois, contrecarrés par le blocage persistant des processus de sélection des membres de l'Organe d'appel qu'un Membre continuait d'opérer, et ce, sans aucune légitimité. L'article 17:2 du Mémorandum d'accord désignait clairement ce qui suit: "[d]ès qu'ils deviendront vacants, les postes seront repourvus". Le libellé clair de cet article était plus qu'adéquat pour laisser entendre que les Membres avaient le devoir de lancer les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel sans imposer de conditions préalables, et d'assurer l'intégrité et le bon fonctionnement de l'Organe d'appel. La Chine notait que les Membres avaient fait et continuaient à faire de sérieux efforts pour répondre aux préoccupations soulevées par un Membre. Diverses propositions, y compris les propositions conjointes dont l'UE, la Chine et d'autres Membres étaient les coauteurs, avaient été présentées et examinées lors de réunions informelles tenues sous les auspices du Conseil général. Ces initiatives avaient déjà constitué une base solide pour de futures consultations. Il était temps que le Membre concerné, les États-Unis, présente ses propositions constructives de manière à étayer les discussions. L'Organe d'appel était confronté à des défis sans précédent. Les Membres devaient agir de manière rapide et constructive. La Chine appelait tous les Membres à avoir une discussion approfondie et concrète dans le cadre de réunions informelles et à s'efforcer de sortir le processus de sélection de membres de l'Organe d'appel de l'impasse, et ce, sans plus attendre.

5.13. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que sa délégation souhaitait redire sa déception et son inquiétude devant l'impasse dans laquelle continuaient de se trouver les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. Sa délégation se félicitait des travaux accomplis par divers Membres en vue de répondre aux préoccupations d'un Membre relatives à l'Organe d'appel dans le cadre du processus informel mené sous les auspices du Conseil général. Hong Kong, Chine était déterminée à s'engager de manière constructive afin de trouver une solution dès que possible. Elle invitait tous les Membres, en particulier ceux qui avaient exprimé des préoccupations concernant le système, à en faire autant. Cependant, elle devait souligner, une fois encore, que des discussions visant à améliorer l'Organe d'appel ne sauraient justifier qu'on retarde la désignation de ses membres. Elle invitait tous les Membres à convenir de lancer les processus de sélection immédiatement.

5.14. Le représentant de la Suisse a dit que son pays renvoyait aux déclarations qu'il avait faites sur cette question aux réunions précédentes de l'ORD. La Suisse déplorait le fait que l'ORD demeurait incapable de lancer les processus de sélection des membres de l'Organe d'appel. Elle prenait note avec satisfaction des discussions qui se tenaient dans le cadre du processus informel mené sous les auspices du Conseil général, et elle invitait tous les Membres à s'engager de manière constructive, en vue de trouver des solutions concrètes. La Suisse attendait avec intérêt la poursuite et l'approfondissement du débat dans le cadre de ce processus.

5.15. La représentante du Nigéria a dit que, compte tenu de l'impasse dans laquelle se trouvaient actuellement les processus de sélection pour l'Organe d'appel, son pays souhaitait souligner qu'il était important d'assurer le bon fonctionnement du système de règlement des différends. Il était pertinent que les Membres cultivent une approche axée sur la recherche de solutions à cette question tout en défendant l'intégrité du système multilatéral fondé sur des règles. L'intervenante a prié la Présidente de continuer à faciliter les consultations afin d'aider à apporter une réponse aux préoccupations des Membres. Le temps filait et les Membres couraient au risque de voir l'Organe d'appel privé de membres d'ici à la fin de 2019. Par conséquent, le Nigéria appelait les Membres à prendre part ensemble à des discussions axées sur la recherche de solutions, en vue de sortir l'Organe d'appel de l'impasse.

5.16. La représentante de la Norvège a dit que son pays renvoyait, une nouvelle fois, aux déclarations qu'il avait faites aux réunions précédentes de l'ORD au titre de ce point de l'ordre du jour. La Norvège souhaitait réitérer ses graves inquiétudes au sujet de l'impasse dans laquelle le système de règlement des différends se trouvait. Elle déplorait profondément le fait que les États-Unis ne pouvaient toujours pas s'associer au consensus sur la proposition visant à lancer les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. Elle avait bon espoir de voir les discussions se poursuivre et des progrès se dessiner dans le cadre du processus informel mené sous les auspices du Conseil général. Elle a encouragé tous les Membres à rechercher des solutions de manière active et à prendre part à ces importantes discussions.

5.17. Le représentant de la Thaïlande a dit que son pays renvoyait aux déclarations qu'il avait faites sur cette question aux réunions précédentes de l'ORD. La Thaïlande appuyait le lancement des processus de sélection de membres de l'Organe d'appel dans les plus brefs délais. Les discussions relatives aux éventuelles préoccupations d'ordre systémique ayant été soulevée, y compris dans le cadre du processus informel mené sous les auspices du Conseil général, pouvaient être menées séparément et ne devaient pas empêcher le lancement des processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. La Thaïlande restait résolue à travailler de manière constructive avec tous les Membres afin de sortir l'Organe d'appel de l'impasse car c'était une priorité.

5.18. Le représentant de Singapour a dit que son pays renvoyait aux déclarations qu'il avait faites sur cette question aux réunions précédentes de l'ORD et réitérait ses graves préoccupations d'ordre systémique concernant l'incapacité à lancer les processus de sélection de membres de l'Organe d'appel. Dans moins de dix mois à compter de la date de la réunion en cours, l'Organe d'appel ne compterait plus qu'un seul membre si les postes vacants n'étaient toujours pas repourvus. Compte tenu des pressions exercées sur l'Organe d'appel, Singapour demandait aux Membres d'en tenir compte lorsqu'ils envisageraient de se pourvoir en appel. Les questions d'ordre systémique qui avaient été soulevées pourraient être examinées dans le cadre d'un processus distinct. À cet égard, même si les Membres continuaient de participer au processus informel pour des discussions ciblées dirigées par le facilitateur sous les auspices du Conseil général, Singapour souhaitait souligner que les processus de sélection des membres de l'Organe d'appel devraient pouvoir se dérouler sans condition. Elle se tenait prête à s'engager de manière constructive et dans un esprit de collaboration afin de contribuer à surmonter cette impasse.

5.19. Le représentant du Taipei chinois a dit que sa délégation renvoyait aux déclarations qu'elle avait faites aux réunions précédentes de l'ORD. Le Taipei chinois souhaitait ajouter sa voix à celle des autres Membres pour remercier la Présidente du Conseil général et M. l'Ambassadeur Walker pour les efforts qu'ils avaient déployés afin de faciliter et d'organiser le processus informel de discussions sur cette question. Il espérait qu'on pourrait sortir de l'impasse dans les plus brefs délais.

5.20. Le représentant du Canada a dit que son pays appuyait la déclaration que le Mexique avait faite à la réunion en cours. Cela faisait 21 mois qu'on avait pour la première fois proposé de lancer les processus de sélection pour l'Organe d'appel. Le Canada déplorait profondément que l'ORD n'ait pas été en mesure de s'acquitter de l'obligation juridique qui lui incombait au titre de l'article 17:2

du Mémorandum d'accord de désigner des membres de l'Organe d'appel à mesure que des postes devenaient vacants. Le libellé du Mémorandum d'accord était clair: "[d]ès qu'ils deviendront vacants, les postes seront repourvus". Cette prescription ne prévoyait ni exceptions ni justifications pour ne pas reconstituer l'Organe d'appel. L'incapacité de sélectionner et désigner de nouveaux membres de l'Organe d'appel ne pouvait qu'accroître la nécessité de recourir à la règle 15 des Procédures de travail pour l'examen en appel. Cette situation allait à l'encontre des préoccupations que les États-Unis avaient exprimées à l'égard de cette pratique. Le Canada partageait le sentiment de déception exprimé par plusieurs autres Membres au sujet de la décision des États-Unis de ne pas s'associer au consensus visant à aller de l'avant en ce qui concernait la proposition contenue dans le document WT/DSB/W/609/Rev.8. Le Canada était heureux que la Présidente du Conseil général ait engagé un processus informel pour discuter des diverses propositions visant à répondre aux préoccupations des États-Unis. À cet égard, il invitait les États-Unis à engager à des discussions axées sur la recherche de solutions avec les Membres intéressés. Il restait déterminé à travailler avec les autres Membres intéressés, y compris les États-Unis, afin de répondre à ces préoccupations et d'entreprendre les processus de sélection pour l'Organe d'appel rapidement. Il invitait les Membres qui ne s'étaient pas encore associés à la proposition contenue dans le document WT/DSB/W/609/Rev.8 à accorder à celle-ci toute l'attention qu'elle méritait, et à l'appuyer. Il souhaitait au Bénin la bienvenue dans le groupe des auteurs de cette proposition conjointe et se félicitait également de la notification par le Rwanda de son intention de s'y joindre.

5.21. Le représentant de la Corée a dit que son pays avait les mêmes fortes préoccupations et le même sentiment d'urgence concernant la nécessité de repourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel. La Corée, à titre de coauteur, appuyait la proposition conjointe figurant dans le document WT/DSB/W/609/Rev.8, qui visait à lancer les processus de sélection des membres de l'Organe d'appel rapidement. En même temps, elle appuyait également les discussions qui se tenaient dans le cadre du processus informel mené sous les auspices du Conseil général et espérait voir des progrès substantiels dans un avenir proche.

5.22. Le représentant du Japon a dit que son pays souhaitait remercier les coauteurs pour la proposition figurant dans le document WT/DSB/W/609/Rev.8, qu'il appuyait. Le Japon appuyait également le processus informel mené sous les auspices du Conseil général, qui était bien engagé. Il espérait que, grâce à l'engagement actif des Membres de l'OMC dans ce processus, les Membres pourraient faire des progrès notables assez rapidement et l'ORD serait bientôt en mesure de repourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel.

5.23. Le représentant de l'Afghanistan a dit que son pays était convaincu qu'il était impératif pour le système commercial multilatéral et l'OMC de disposer d'un système de règlement des différends qui fonctionne bien de manière à garantir une mise en œuvre pleine et équitable des règles et obligations par les Membres. L'Afghanistan rappelait l'importance de ces objectifs et combien il était primordial de promouvoir un système commercial international fondé sur des règles, ouvert, transparent et inclusif. Il saluait et appuyait toutes les initiatives et les efforts visant à surmonter l'impasse dans laquelle se trouvaient les processus de sélection des membres de l'Organe d'appel et demandait que les discussions visant à modifier les règles et procédures qui régissent le système de règlement des différends soient menées d'une manière acceptable pour tous les Membres. Il appréciait les efforts déployés pour trouver des solutions à l'impasse relative aux postes vacants à l'Organe d'appel, efforts facilités par M. l'Ambassadeur Walker, et il appelait tous les Membres à contribuer positivement à ces discussions afin de faire avancer cette question sans plus tarder.

5.24. La représentante du Mexique a dit que sa délégation, prenant la parole au nom des 73 coauteurs de la proposition figurant dans le document WT/DSB/W/609/Rev.8, déplorait que, pour la 21<sup>ème</sup> fois, les Membres n'avaient toujours pas été en mesure de lancer les processus de sélection visant à pourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel et avaient donc continuellement manqué à leur devoir en tant que Membres de cette Organisation. Le fait qu'un Membre pouvait avoir des préoccupations au sujet de certains aspects du fonctionnement de l'Organe d'appel ne saurait servir de prétexte pour compromettre et perturber les travaux de cet organe. Sur le plan juridique, rien ne justifiait le blocage actuel des processus de sélection de membres de l'Organe d'appel, qui avait pour effet d'annuler ou de compromettre les droits de nombreux Membres. Comme l'article 17:2 du Mémorandum d'accord le prescrivait clairement: "[d]ès qu'ils deviendront vacants, les postes seront repourvus". En ne prenant aucune mesure à la réunion en cours, les Membres feraient durer la situation actuelle, qui avait de graves répercussions sur le fonctionnement de l'Organe d'appel au détriment des intérêts véritables de tous les Membres de l'OMC.

5.25. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait pris note du fait que plusieurs Membres, dont le Mexique, l'UE, le Canada et la Chine, avaient fait référence à l'usage de "shall" en anglais dans la troisième phrase de l'article 17:2 du Mémoire d'accord. Les États-Unis souhaitaient demander à ces Membres de faire part de leurs vues sur l'emploi de "shall" dans la première phrase de cet article. Cette phrase stipulait, entre autres choses, ce qui suit: "[l']ORD désignera les personnes qui feront partie de l'Organe d'appel". Les États-Unis demandaient si ces Membres étaient d'accord pour dire que cette disposition stipulait clairement que c'était l'ORD qui avait le pouvoir de désigner les membres de l'Organe d'appel et de renouveler le mandat de ceux-ci. Et que c'était à l'ORD – et non à l'Organe d'appel – qu'il incombait de décider si une personne dont le mandat était arrivé à expiration devrait continuer de participer à des procédures d'appel en cours comme s'il était membre de l'Organe d'appel. Les États-Unis demandaient si ces Membres pouvaient faire part de leurs vues sur l'emploi de "shall" à l'article 17:5 du Mémoire d'accord. Étant donné que l'article 17:5 du Mémoire d'accord disposait ce qui suit: "[e]n aucun cas la procédure ne dépassera 90 jours", ils demandaient si ces Membres étaient d'accord pour dire que l'Organe d'appel enfreignait cette disposition quand il publiait un rapport après que le délai de 90 jours avait expiré. Les États-Unis demandaient quelles étaient les vues de ces Membres sur l'emploi de "shall" à l'article 17:6 du Mémoire d'accord. Cet article disposait ce qui suit: "[l']appel sera limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci". Les États-Unis demandaient si ces Membres étaient d'accord pour dire que l'Organe d'appel ne respectait pas ce texte quand il s'engageait dans l'examen des constatations de fait d'un groupe spécial. Ils attendaient avec intérêt d'entendre les vues de ces Membres sur ces questions. Ils notaient en outre qu'au moins un Membre avait dit que les États-Unis devraient présenter leur propre proposition. Les États-Unis avaient très clairement exposé leurs vues sur ces questions: si les Membres de l'OMC disaient qu'ils appuyaient un système commercial fondé sur des règles, alors l'Organe d'appel de l'OMC était tenu de suivre les règles sur lesquelles les Membres s'étaient mis d'accord en 1995. Et donc, par exemple, l'Organe d'appel devait distribuer ses rapports dans les 90 jours suivant la date de l'appel.<sup>2</sup> Une personne qui n'était plus membre de l'Organe d'appel ne pouvait pas continuer de connaître des appels comme si son mandat avait été prorogé par l'ORD.<sup>3</sup> L'Organe d'appel ne pouvait pas formuler des constatations sur des questions de fait, y compris mais pas exclusivement les questions relatives au droit interne.<sup>4</sup> Il ne pouvait pas donner des avis consultatifs sur des questions qui n'aideraient pas l'ORD à formuler une recommandation en vue de mettre en conformité avec les règles de l'OMC une mesure incompatible avec celles-ci.<sup>5</sup> L'Organe d'appel ne pouvait pas affirmer que ses rapports tenaient lieu de précédent ou que ses interprétations faisaient autorité.<sup>6</sup> Et il ne pouvait pas modifier les droits ou obligations de fond des Membres telles qu'elles étaient définies dans le texte des Accords de l'OMC.<sup>7</sup> Plutôt que de chercher à réviser le texte du Mémoire d'accord pour autoriser ce qui était actuellement interdit, les États-Unis estimaient que les Membres devaient entreprendre un examen plus approfondi des préoccupations soulevées, afin d'examiner *pourquoi* l'Organe d'appel se sentait libre de s'écarter de ce dont les Membres de l'OMC étaient convenus, et discuter de la *meilleure manière* de garantir que le système respecte les règles de l'OMC telles qu'elles avaient été écrites.

<sup>2</sup> Article 17:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Déclaration des États-Unis concernant l'article 17:5 du "Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends" à la réunion de l'ORD du 22 juin 2018, disponible à l'adresse suivante: [https://geneva.usmission.gov/wp-content/uploads/sites/290/Jun22.DSB\\_.Stmt\\_.as-delivered.fin\\_.public.rev\\_.pdf](https://geneva.usmission.gov/wp-content/uploads/sites/290/Jun22.DSB_.Stmt_.as-delivered.fin_.public.rev_.pdf).

<sup>3</sup> Articles 17:1 et 17:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Déclaration des États-Unis à la réunion de l'ORD du 31 août 2017, disponible à l'adresse suivante: [https://geneva.usmission.gov/wp-content/uploads/sites/290/Aug31.DSB\\_.Stmt\\_.as-delivered.fin\\_.public.pdf](https://geneva.usmission.gov/wp-content/uploads/sites/290/Aug31.DSB_.Stmt_.as-delivered.fin_.public.pdf) et Déclaration des États-Unis à la réunion de l'ORD du 28 février 2018, disponible à l'adresse suivante: [https://geneva.usmission.gov/wp-content/uploads/sites/290/Feb28.DSB\\_.Stmt\\_.as-delivered.fin\\_.public-1.pdf](https://geneva.usmission.gov/wp-content/uploads/sites/290/Feb28.DSB_.Stmt_.as-delivered.fin_.public-1.pdf).

<sup>4</sup> Article 17:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Déclaration des États-Unis concernant l'article 17:6 du "Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends" et Examen en appel des constatations de fait, y compris en matière de droit interne à la réunion de l'ORD du 27 août 2018, disponible à l'adresse suivante: [https://geneva.usmission.gov/wp-content/uploads/sites/290/Aug27.DSB\\_.Stmt\\_.as-delivered.fin\\_.rev\\_.public.pdf](https://geneva.usmission.gov/wp-content/uploads/sites/290/Aug27.DSB_.Stmt_.as-delivered.fin_.rev_.public.pdf).

<sup>5</sup> Articles 7:1, 11 et 17.6 du Mémoire d'accord. Déclaration des États-Unis concernant l'émission d'avis consultatifs sur des questions non nécessaires à la résolution d'un différend à la réunion de l'ORD du 29 octobre 2018, disponible à l'adresse suivante: [https://geneva.usmission.gov/wp-content/uploads/sites/290/Oct29.DSB\\_.Stmt\\_.as-delivered.fin\\_.rev\\_.public.pdf](https://geneva.usmission.gov/wp-content/uploads/sites/290/Oct29.DSB_.Stmt_.as-delivered.fin_.rev_.public.pdf).

<sup>6</sup> Article 3:9 du Mémoire d'accord, article IX:2 de l'Accord sur l'OMC.

<sup>7</sup> Articles 3:2 et 19:2 du Mémoire d'accord.

5.26. La Présidente a remercié toutes les délégations pour leurs déclarations. Elle a dit que, comme par le passé, l'ORD prendrait note des déclarations faisant part des positions respectives, déclarations qui seraient dûment consignées dans le compte rendu de la réunion. Comme les Membres le savaient, cette question nécessitait un engagement politique de la part de tous les Membres de l'OMC. À cet égard, la Présidente a rappelé que, sous les auspices du Conseil général, M. l'Ambassadeur David Walker de la Nouvelle-Zélande avait accepté d'assister la Présidente du Conseil général, à titre de facilitateur, dans le cadre d'un processus informel de discussions ciblées portant sur les questions relatives à l'Organe d'appel. La première réunion informelle ouverte présidée par M. l'Ambassadeur Walker s'était tenue le 17 janvier 2019. La Présidente a dit que, par la suite, l'Ambassadeur Walter avait tenu des consultations informelles avec un petit groupe de délégations et son rapport sur les résultats de ses consultations avait été présenté à la seconde réunion informelle ouverte qui s'était tenue le 18 février 2019. L'Ambassadeur présenterait également un rapport sur ses consultations au Conseil général à la réunion que celui-ci tiendrait le 28 février 2019.

5.27. L'ORD a pris note des déclarations.

---